

courage dès qu'il apprit la mesure prise contre son subordonné. C'est le Ministre de la guerre Petiet. Le 9 prairial au matin seulement, il eut connaissance de l'arrêté directorial. Il écrivit sur l'heure au Ministre de la police : « Je vous prie, mon cher collègue, de vouloir bien suspendre l'envoi de l'arrêté du Directoire exécutif du 8 prairial, relatif aux troubles de Lyon. J'ai quelques observations à présenter au Directoire ». Et il ajoutait en *post-scriptum* : « Je passerai chez vous avant de me rendre au Directoire ».

Puis, n'ayant sans doute pas été reçu au Luxembourg, il écrivait le jour même aux Directeurs dans les termes suivants :

« J'ai reçu l'arrêté du Directoire exécutif en date du 8 prairial relatif aux troubles qui ont eu lieu à Lyon. — Je m'empresserai d'en assurer l'exécution en ce qui me concerne, mais je ne puis me dispenser de présenter au Directoire quelques observations sur une des dispositions de cet arrêté qui me paraît bien rigoureuse. Le Directoire, après avoir blâmé la conduite que le général Montchoisy a tenue dans cette circonstance, prononce sa destitution.

« Les renseignements que le général Montchoisy m'a adressés sur cet événement, et qui sont contenus dans sa lettre ci-jointe, la proclamation de l'Administration départementale qui rend justice à la prudence et à la fermeté de ce général, me portent à croire que le Directoire ou le Ministre de la Police ont été induits en erreur sur son compte par des rapports inexacts.

« Le Directoire jugera dans sa sagesse s'il ne convient pas d'attendre de plus amples informations avant de destituer cet officier, qui a toujours servi avec zèle et avec gloire et qui vient d'obtenir un témoignage de la confiance du gouvernement, qui l'a désigné pour une place d'inspecteur.

« Je propose en conséquence au Directoire de retrancher de son arrêté le considérant improbatif de la conduite du général Montchoisy et l'article qui le destitue, sauf à prendre de nouvelles informations sur sa conduite. Si le Directoire exécutif approuve ma demande, je me concerterai avec les Ministres de la police générale et de la justice relativement aux changements à faire sur les expéditions de l'arrêté qui vous ont été adressées ».

Le gouvernement sentait bien qu'en prononçant la destitution de Montchoisy il commettait un acte de souveraine injustice. (La multiplica-